

bien les Canadiens et nous les considérons des gens sensés, raisonnables et habiles—ce doit être avantageux et nous devrions nous ranger à leur avis”. J’estime que l’opinion des Britanniques pourrait être influencée tout autant.

Des hon. SÉNATEURS: Bravo; très bien!

M. MCKITTRICK: Je me suis entretenu de ce sujet avec certains hauts fonctionnaires, à Ottawa, qui n’ont nullement partagé mes sentiments.

Ce que je viens de dire, je crois, impliquerait une certaine participation du Canada aux ententes proposées, ententes monétaires ou autres de la sorte. Je suis sûr que si la participation était, disons, dans une proportion de 10 p. 100 par rapport à celle des États-Unis—ce n’est peut-être pas le chiffre exact et je ne veux pas le recommander—mais c’est à peu près le rapport proportionnel des populations des deux pays—je suis sûr, dis-je, que ce serait suffisant. Le Canada devrait participer à l’entente, non seulement à titre de médiateur.

L’hon. M. HAIG: Je désire, monsieur le président, attirer l’attention de M. McKittrick, sur deux faits, non pour critiquer mais pour servir la cause, conformément à son point de vue. Au cours des deux dernières semaines, deux des membres les plus distingués du gouvernement ont fait certaines déclarations, l’un en Floride, l’autre en Asie, qui laissent entendre à plusieurs d’entre nous qui partageons vos vues, monsieur McKittrick, que cette atmosphère à quelque peu changé.

M. MCKITTRICK: Je ne m’en étais pas rendu compte. Peut-être ai-je négligé de suivre la marche des événements. Je suis très heureux, toutefois, de savoir qu’il en est ainsi.

L’hon. M. HAIG: Selon certains rapports de journaux, le ministre des Affaires extérieures a dit, qu’advenant un conflit mondial, le Canada serait du côté des États-Unis, ou d’autres mots dans le même sens. Deuxièmement, le premier ministre du Canada a déclaré au Pakistan et l’a répété dans l’Inde, qu’il était d’avis que ces pays avaient droit d’acheter des marchandises des États-Unis s’ils le désiraient et que c’était aussi l’opinion du Canada. Nous, dont les frontières touchent celles des États-Unis, connaissons mieux les Américains que personne autre au monde. Il me semble que la déclaration du premier ministre indique un changement d’opinion et que plus de Canadiens se rangent à votre avis, alors qu’ils ne le partageaient pas il y a trois ou quatre ans. C’est une idée qui prend pied.

M. MCKITTRICK: La visite du Chancelier de l’Échiquier, à Washington, il y a près d’un an, m’a fourni l’occasion particulière de quelques entretiens à Ottawa, au cours desquels j’ai soulevé ce point. J’avais l’impression, à cette époque, que s’offrait pour le Canada une occasion d’être extrêmement utile dans le sens que j’ai proposé.

L’hon. M. HAIG: Comme je fais partie de l’Opposition, mes vues ne sont donc pas celles du gouvernement. A titre de leader de l’un des partis de l’opposition, je constate qu’on a de plus en plus au pays l’impression de pouvoir faire quelque effort dans ce sens, ce que nous n’étions pas en mesure de tenter auparavant.

M. MCKITTRICK: Je vous remercie beaucoup de cette heureuse nouvelle. J’en suis enchanté.

L’hon. M. HAIG: Tous mes amis ne partageront peut-être pas cet avis, mais c’est quand même un fait, je crois.

L’hon. M. CRERAR: Je désire connaître l’avis de M. McKittrick sur une question plutôt spéculative. Quelle est, à son avis, la tendance probable dans le domaine économique, aux États-Unis, en présence du fait que la population s’y accroît au rythme annuel d’environ 3 millions d’âmes et en arrive probablement au point où ce pays devra commercer avec le monde extérieur. La logique de ces faits est-elle de nature à influencer l’opinion américaine sur le grand principe général de la liberté du commerce international?